



HAL
open science

Les conséquences sociétales de la globalisation. Dix interrogations

Claude Courlet, Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Claude Courlet, Jacques Fontanel. Les conséquences sociétales de la globalisation. Dix interrogations. Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes, Presses Unbiversitaires de Grenoble (PUG), 2003. hal-03133316

HAL Id: hal-03133316

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03133316>

Submitted on 5 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les conséquences sociétales de la globalisation.
Dix interrogations

Claude Courlet, Jacques Fontanel

In Civilisations, globalisation, guerre.
PUG

Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 2003.

Résumé : Les conséquences sociétales de la globalisation ne conduisent pas nécessairement à la pacification du monde. La domination des valeurs marchandes sur toutes les autres, l'uniformisation de l'information et les disparités du savoir et des cultures, l'essor de la criminalisation, de la corruption et du terrorisme, , le déclin du travail industriel, les écosystèmes menacés par les politiques du « moins-disant et du profit, l'affaiblissement des valeurs démocratiques, l'effritement des solidarités sociales,, la persistance de la pauvreté et l'inexcusable maintien du sous-développement constituent autant de défauts d'une mondialisation économique libérale, trop favorable aux puissants et sans égard pour les plus fragiles.

The societal consequences of globalisation do not necessarily lead to the pacification of the world. The domination of market values over all others, the standardization of information and disparities in knowledge and cultures, the rise of criminalization, corruption and terrorism, the decline of industrial labour, ecosystems threatened by the politics of "lowest bidder and profit", the weakening of democratic values, the erosion of social solidarity, the persistence of poverty and the inexcusable maintenance of underdevelopment are all defects of a liberal economic globalisation, overly favourable to the powerful and without regard for the most fragile.

Globalisation, marché, paix, capitalisme

Globalization, market system, peace, capitalism

La globalisation est un phénomène ambigu. Elle prend sa source dans le développement des technologies, les économies d'échelle, l'ouverture des marchés, l'interdépendance économique. Pourtant, elle présente aussi des dangers non négligeables comme la destruction des souverainetés et de cohésions nationales, qui prive les marchés de leurs responsabilités sociales et politiques, sans lesquelles ils ne peuvent fonctionner. La globalisation se présente comme une révolution pacifique, qui conduit à l'amélioration des niveaux de vie, qui jette des ponts entre les religions et les cultures sans les fragiliser. Pourtant, de ça et de là, quelques voix s'élèvent contre un processus profondément inégalitaire. Ainsi, les manifestants de Seattle perçoivent la globalisation comme une forme de cannibalisme, qui détruit les droits des travailleurs, des petites entreprises, des cultures et de la planète elle-même (Mc Cormick, 2000). Tout système emmène avec lui sa vision du monde, mais celle-ci poussée à l'extrême, connaît des instances et des moments de refus et de contestations. « Tout branle avec le temps », disait en son temps Pascal.

L'économie repose nécessairement sur une conception du monde, de l'homme individuel et social. Elle se propose de réduire l'adéquation entre les besoins et les biens et services nécessaires à leur satisfaction. La notion même de besoin, au delà du seul contexte des besoins physiologiques, est un concept philosophique. D'ailleurs, les grands économistes ont souvent été aussi de grands philosophes dans le temps. Si pour Keynes (1922), l'économie est affaire de spécialistes (« Si les économistes réussissaient à être perçus comme de personnes humbles, compétentes, comme les dentistes, ce serait splendide »), l'économie ne peut se passer d'une réflexion sur l'homme. L'homme doit rester « la mesure de toute chose. Pour Perroux (1952), l'économie a pour but de nourrir, soigner et libérer les hommes. La définition d'un indice de développement humain (IDH) répond à cette exigence. Le revenu ou le patrimoine ne constituent que quelques instruments de choix, d'autres aussi explicites que la vie longue et en bonne santé, la liberté de pensée, le respect des droits de l'homme ou la dimension métaphysique. ? Or, l'économie marchande se propose de relier la production aux besoins du marché (et non pas à ceux des hommes). Ainsi, les solidarités intergénérationnelles ont peu mises en avant dans le marché. Déjà au début du XIXe siècle, Monet de Lamarck (1820) considérait que l'homme, par son insouciance et sa faible clairvoyance, favorise la destruction de ses moyens de conservation et faciliteraient la disparition de son espèce. Le refus de prendre des décisions concernant la protection de la nature et l'exploitation excessive des sols peut être expliqué par la

virulence d'un capitalisme égoïste, peu soucieux des dommages qu'il produit dans l'espace et dans le temps (Fontanel, 1979). De même, la question de la répartition entre la vertu du travail et les 'gains » du jeu du capital pose problème. Le système des flux internationaux des capitaux est mis au point pour récupérer la valeur ajoutée de la production, la distribuer très inégalement entre les hommes sans syndicats ni Etats pour contrôler. Il s'agit d'un système de spoliation.

Aujourd'hui, le monde marchand est roi. Les critiques contre les autres formes d'organisation ne laissent plus aucune alternative. Il existe un credo, celui du diktat économique libéral. On assiste à une confiscation des valeurs, l'objectif fondamental étant aujourd'hui de déterminer et de satisfaire les « créneaux porteurs ». Il faut donc respecter les lois mystérieuses de l'économie, lesquelles gomment toutes les compassions et les indignations, pour ne retenir que des performances chiffrées, elles-mêmes issues d'un courant idéologique productiviste. L'indifférence est féroce, elle permet toutes les exactions dont ce siècle est témoin. La globalisation est souvent présentée comme un facteur de paix grâce à l'entente qu'elle suppose entre les peuples et les Etats, mais ses effets sur les répartitions des fruits de la croissance mondiale est suffisamment inégalitaire pour alerter les économistes soucieux de combattre les facteurs historiques des conflits et des guerres interétatiques (Fontanel, 1993. On assiste ainsi à une domination excessive des valeurs matérialistes et marchandes et au déclin des solidarités.

La domination des valeurs marchandes

L'idée selon laquelle la maximisation de la consommation individuelle est centrale dans le bien-être personnel est un principe vieux d'à peine deux siècles. Pour les Egyptiens, le centre de la vie c'est « l'autre vie », après la mort. La propriété et les idées personnelles n'avaient pas de sens en soi. La pharaon s'occupait d'abord de la vie éternelle et la construction des pyramides prenaient alors tout son sens. Les Romains, fameux organisateurs et stratèges n'étaient que très faiblement concernés par les affaires commerciales, les subventions alimentaires étaient courantes et le juste prix était la règle. Hors la magnificence publique, la richesse n'était pas un but en soi. Les Chinois avaient une technologie plus évoluée qu'en Europe (haut-fourneaux, poudre, canons, papier, ponts à suspension, porcelaine, imprimerie, allumettes, etc.), ils auraient pu conquérir le monde. Mais ces technologies, perçues comme une menace pour les nobles, étaient contrôlées socialement par les textes canoniques de Confucius qui donnaient la solution de tous les problèmes, en limitant le champ d'application des innovations.

Aujourd'hui, chaque personne se définit d'abord par son aptitude à produire, à consommer ou à épargner. La compétitivité et la productivité

deviennent les critères majeurs. Le gain financier individuel devient la règle. Il en résulte un affaiblissement de la communication sociale, et donc de la démocratie. Pourtant, les hommes ont des niveaux d'appartenance multiples et aucun d'eux ne doit être fondé sur la négation de l'autre. L'universalité n'est pas une donnée immédiate, mais une patiente construction. Ce n'est pas d'une sommation des valeurs marchandes que s'exprime le mieux le développement économique, mais par l'expression des libertés minimales obtenues par chacun (concept « d'entitlement » de Sen (2003) et de « coûts de l'homme » de Perroux (1954).

L'uniformisation de l'information et les disparités du savoir

Avec l'irruption de l'informatique, l'humanité atteint une nouvelle étape du savoir et de sa distribution. Toutes les données de la production, de la commercialisation et de la consommation s'en trouvent modifiées. Les moyens de communication modernes permettent le développement des transports, des communications, de l'information. Ils favorisent la gestion des sociétés multinationales, moins contraintes par leurs implantations géographiques. L'information est produite pour être efficace, sans bruits, elle est uniformisée, linéarisée, simplifiée, synthétisée, selon des normes et des moyens souvent monopolisés. Toute la hiérarchie des décisions en est modifiée, par plus de rapidité et de flexibilité. Il en résulte la tentation d'une éducation respectueuse d'un mode social prédéfini et incontournable.

La course au savoir est essentielle pour la compétitivité internationale, laquelle s'exerce principalement dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication d'une part et les biotechnologies d'autre part. Ces deux technologies stimulent la mondialisation. Elles donnent lieu à de nouvelles innovations qui structurent la nouvelle ère économique. La fusion de l'informatique et des communications limite les contraintes de temps et d'espace, et donc des coûts de transactions commerciales. Internet, le téléphone mobile et les réseaux-satellites produisent des gains de productivité colossaux, avec une réduction significative des coûts. Toute l'information mondiale est disponible, à tout moment. On assiste alors à une concentration de pouvoir entre les mains des médias (Grefte, 2003).

Il y a aujourd'hui plus de 500 millions de consommateurs d'Internet, avec la création du world wide web. Ce mode de communication (Fontanel, 1989) était au départ très centralisé. Puis, il est devenu anarchique, mais du fait de son intérêt commercial de nouvelles règles concernant la protection de la vie privée, la responsabilité juridique fiscale ou la propriété intellectuelle, sont apparues en vue d'assurer les profits. Les télécommunications élargissent les dialogues planétaires, elles

facilitent la préparation aux décisions, elles influencent les termes même de la compétition, elles transforment les cultures et les modes d'accès aux langages. Elles favorisent aussi le dialogue entre les chercheurs et elles participent activement à la diffusion des informations disponibles, dans le cadre fixé par l'économie de marché, fondée sur la propriété privée, la concurrence et les droits de la propriété industrielle? Or, l'éducation devrait aussi intégrer l'altruisme (financement public) et l'égoïsme (financement partiel), afin que les riches ne soient pas les seuls à être compétitifs dans cet accès à l'information. Les investissements éducatifs ont des taux de retour deux fois supérieurs à ceux des équipements et installations industrielles. La question est de savoir quel type d'éducation est nécessaire, pour qui et à quelle échelle.

L'uniformisation des cultures

Les traditions sont aussi des ferments de la vie sociale et les choix doivent pouvoir être faits en toute liberté. C'est la question posée au monde des ayatollahs et les talibans. Le refus d'accès à la scolarité des jeunes femmes ne peut être conçu comme le respect d'une tradition, mais comme un manquement aux libertés fondamentales. La mondialisation met en avant des valeurs de progrès, vers une conception unifiée de l'homme. Il n'existe pas de « table des valeurs » du développement, car les libertés sont hétérogènes et parfois contradictoires (L'enfer, c'est l'autre, disait Sartre).

Aujourd'hui, le matérialisme dominant, l'uniformisation des cultures et de l'information, et la fin programme du travail industriel produisent une réification de l'homme. La mondialisation est un projet universaliste de la raison libérale qui exacerbe les crises identitaires et le repli sécuritaire (Sen., 2003). Le grand marché mondialisé n'est pas souvent producteur de droit et de progrès moral. Le fait culturel est nié par la simple envie de différenciation non marchande. La modernité fondée sur l'individualisme des mœurs, le droit de critique (comme dogme absolu), l'autonomie de la conduite et la philosophie idéaliste est fondamentalement occidentale. L'acculturation occidentale peut devenir une tragédie, car la cohésion sociale et culturelle est un facteur essentiel du développement humain ; la déterritorialisation de la mondialisation conduit à l'érosion rapide du politique. La culture est un système de cohérence sociale et de confiance, de code, c'est un moyen de structuration de la société. Le lent processus d'érosion et de destruction brutale de la plupart des cultures est un appauvrissement hautement dommageable.

L'essor de la criminalisation, de la corruption et du terrorisme

La corruption est fondée sur l'état de lucre, l'aléa moral, les rentes d'information ou les échanges de bons procédés. Les acteurs de la

globalisation s'en préoccupent, notamment les pays de l'OCDE. Plusieurs conventions ont été signées en vue de faire respecter les règles d'un commerce international moins concerné par les pratiques de la corruption (Babbitt, 1997) qui sapent la force des institutions démocratiques. Le US Foreign Corrupt Practices Act condamne toutes les corruptions des compétiteurs étrangers provoquant des dommages importants à l'économie américaine. Pour restaurer la confiance des citoyens, il faut combattre les pots-de-vin. Le système de risque et de profit revendiqué par le capitalisme international ne peut revendiquer l'honnêteté, à moins de considérer celle-ci comme une composante essentielle de l'intérêt individuel.

La criminalisation généralisée pèse lourdement sur l'économie russe (Fontanel, Gaidar, 1998). Si le danger politique est réel, il n'en reste pas moins que le capitalisme gomme progressivement les conditions amORALES de sa naissance. La transition économique est amorcée, mais elle sera longue et douloureuse (Aganbeguyan, Fontanel, 1994). Les criminels sont des capitalistes soucieux de donner une bonne éducation à leurs enfants. Pour Luttwak (2000), la Russie est entrée dans le « turbo-capitalisme » qui exprime l'accélération non maîtrisée d'une transition systémique difficile-, aux conséquences humaines collatérales douloureuses. Elle disposera plus tard d'un véritable code commercial et des lois antitrust, mais aujourd'hui encore et pour combien de temps la mafia constitue la seule force d'interposition entre les oligarques et les consommateurs sans défense de la Russie.

Les technologies de l'information rendent les institutions vulnérables aux attaques terroristes. Avec les nouveaux moyens de communication, les infrastructures ne sont plus protégées par les océans et les forces militaires. Aujourd'hui, la sécurité n'est plus assurée par les seules forces armées, elle dépend aussi des attaques qui peuvent intervenir dans le monde civil pour affaiblir une économie. La défense nationale n'est plus l'affaire du seul gouvernement, il faut créer de nouvelles formes de coopération entre le secteur privé et les gouvernements en vue de faire face aux menaces cybernétiques. Le besoin d'organismes internationaux est nécessaire pour coordonner l'action contre les risques d'une désorganisation des réseaux d'information mondialisés.

La fin du travail industriel

Le capitalisme a besoin de l'idéologie de l'individualisme, mais aussi de la machine à vapeur. Aujourd'hui, les firmes dominantes sont celles qui ont les caractéristiques de la compétence, de l'éducation et de la connaissance (firmes de consultation, cabinets de contentieux, banques, etc.). Les employés gagnent une partie de leurs revenus sous forme de bonus, du fait de l'importance de leurs responsabilités. La différence compétitive ne se

trouve plus seulement dans l'achat de la machine la plus productive, mais dans l'intelligence, la rapidité, la souplesse. L'entrepreneur de Schumpeter a changé, il n'est plus propriétaire du capital, il a la capacité à assembler les cerveaux les plus performants. La communication entre les actifs est plus importante que la concentration des actifs.

Le travail reste au centre de la vie sociale de l'homme, son passage à l'âge adulte. Il est à la fois son propre espace de liberté et sa compétence et le lieu de ses propres aliénations. La réduction des emplois a pour fonction de nouvelles répartitions des revenus, au profit des managers, des actionnaires et des prêteurs. Le choix du capital alternatif à celui du travail est susceptible de poser des problèmes considérables à la répartition des revenus (Smith & al. 1987). La globalisation conduit à l'affaiblissement des syndicats ouvriers, au recyclage constant de la connaissance, à l'immigration et aux questions afférentes au « dumping social ». Les salaires individuels ne reflètent pas les capacités du travailleur, mais le niveau de développement des territoire dans lequel de dernier vit.

L'écosystème menacé par les « moins-disants » et le profit

La biosphère est un système autorégulé qui suppose la diversité des espèces, l'existence de limites à la vie, mais elle est transformée aussi par l'essor de la vie, des vies. Le développement durable ne pose pas de problème de court terme, mais celui de la pérennité et de l'amélioration des conditions de vie de l'humanité. Or, les océans, l'air, les cours d'eau et les écosystèmes sont menacés. Les personnes les plus pauvres sont obligées de puiser dans leurs ressources pour survivre et ils aggravent ainsi leur situation à terme. La logique économique qui veut que les masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles est imparable.

L'économie redécouvre parfois le réel de la situation de la Terre. Aujourd'hui, la troisième révolution agricole fondée sur l'information et la maîtrise des processus du vivant (biotechnologie), avec un moindre emploi des produits chimiques et le refus d'utiliser des ressources non renouvelables, est possible, mais le choix dépend d'abord des enjeux économiques des grandes firmes. Ce potentiel ne sera utilisé que s'il est rentable pour elles. Ainsi, la biotechnologie identifie les matériels génétiques, elle repousse les limites naturelles et elle explore des voies encore inconnues comme la création d'espèces nouvelles ou le clonage. Elle modifie les rapports entre les agriculteurs et leur environnement, elle change l'équation de la compétition internationale, elle accroît les rendements et elle donne un pouvoir considérable aux multinationales de l'agroalimentaire et de la pharmacie. L'écart entre les nantis et les autres s'en trouve accru. Les choix dépendent alors des intérêts marchands. Le

renforcement des droits de propriété industrielle n'est qu'un moyen de fournir légalement aux sociétés les plus développées et les plus riches de protéger leur savoir en vue de revenus importants, même lorsque ces savoirs sont pillés dans la pharmacopée traditionnelle (PNUD, 2000). L'agriculture écologique disparaît, répondant ainsi à la loi monétaire de Gresham appliquée à l'agriculture, « la mauvaise agriculture chasse la bonne ».

La démocratie en danger

Le concept de démocratie est polysémique. Dans l'ancienne Athènes, il était compatible avec l'esclavage tout comme aux Etats-Unis des Pères fondateurs. La démocratie et le capitalisme reposent sur des fondements différents de pouvoir. L'une considère l'égalité des hommes, l'autre pense plutôt en termes d'inégalités, de productivité et d'appropriation des richesses produites. Pour Herbert Spencer, le capitalisme élimine le faible, c'est pourquoi il est fort. C'est un mouvement eugénique. Des droits de vote inégaux ne sont pas nécessaires dans le capitalisme et la démocratie pour maintenir les inégalités de conditions de vie des citoyens. La puissance économique devient la clef du pouvoir politique, créant de fait une ploutocratie. Le pouvoir provient de la richesse et du pouvoir politique (Guillaume, 1974). Le pouvoir économique peut acheter la démocratie pour la réalisation du double pouvoir. Si l'Etat a souvent cherché à réduire les inégalités, il y a lieu de s'interroger sur leur développement, au regard des autres composantes de la vie sociale (durée de vie, patrimoine génétique ou intelligence).

Il existe un conflit entre l'idée égalitariste et la démocratie (un homme, un vote) et l'inégalité revendiquée par le capitalisme, que la société du « welfare » cherche à réduire progressivement. Le développement a souvent été amorcé par les régimes autoritaires. Les peuples qui ont cherché à conserver leur identité culturelle ont obtenu de meilleures performances économiques. La cohésion culturelle et la confiance sont les facteurs plus décisifs du développement que la démocratie et le marché (Japon, Asie du Sud Est et bientôt la Chine). Les droits humains relèvent d'une réciprocité que tous les peuples peuvent partager, mais ils ne sont pas universels par nature. Ce n'est pas parce que les sociétés ne sont pas démocratiques qu'elles sont pauvres, c'est parce qu'elles vivent dans un mode de fonctionnement social inégalitaire et hiérarchique.

La globalisation limite les choix en réduisant le pouvoir des processus politiques nationaux qui exprimaient quelques préférences collectives. On risque alors de voir émerger un nouveau nationalisme, des revanches ethniques, le fondamentalisme religieux ou le communisme en mode stalinienne. Le fondamentalisme religieux se propose de prendre le

pouvoir, en rejetant notamment les valeurs marchandes. Le capitalisme réagit bien aux crises sociales, car les changements structurels massifs requis sont généralement combattus par les intérêts acquis (Fontanel, 2001). Cependant, à terme, le soutien populaire risque de manquer au capitalisme international, avec l'augmentation des inégalités et l'apparition d'un « lumpen proletariat ». Le déclin de l'Etat-nation est accéléré par l'idéologie libérale qui l'imagine comme une scorie qu'il faut supprimer au bénéfice d'un grand marché libérateur, autonome et prospère. Or, c'est le seul fondement actuel de cohésion sociale (Coulomb, Fontanel, 2000). La mondialisation n'est pas un processus démocratique, c'est une aventure, une obligation capitaliste et technocratique.

La fin des solidarités sociales

La période est aux vainqueurs, aux compétiteurs. « The winners take all the money ». Les inégalités se développent entre les groupes sociaux, les régions, les races, le genre, les niveaux d'études. Aux Etats-Unis, la part de la fortune des 1% les plus aisés représente 40% de celle de l'ensemble de la population. Depuis le processus de la globalisation, les salariés américains ont connu une diminution de leur salaire constant (Thurow, 1996). Il existe un « lumpen proletariat », estimé à 800.000 personnes par jour, mais 5 millions de personnes sont, à un moment ou à un autre, concernées. On assiste au développement de l'économie souterraine et à la contestation des actions syndicales, même si leur action tend à améliorer l'équité. La plupart des actions de solidarités subissent une crise (Brunel, 1995). Les lois sociales qui protègent les travailleurs ne sont pas nécessairement un facteur de chômage, car elles n'entravent pas les privilèges ou la productivité. La seule limite à la réduction de salaire porte sur l'expression de la demande solvable sans laquelle les affaires périliteront.

Aujourd'hui, les Etats-Unis souffrent d'un démantèlement progressif de la protection sociale. Les firmes n'ont aucune loyauté envers les travailleurs (Passet, 2000). Il est pourtant nécessaire d'inciter les travailleurs à agir conformément aux intérêts de l'entreprise, en ne menaçant pas leurs emplois, ce qui devrait les conduire à ne pas rejeter les efforts de productivité additionnels, à jouer le jeu de l'entreprise par une préoccupation constante de son avenir et à solliciter des formations de reconversion ou de recyclage. C'est dans les secteurs à faible productivité que les Etats-Unis ont pu créer le principal de leurs nouveaux emplois. Les industries très compétitives qui façonnent le monde économique contemporain sont lades dans la production d'emplois.

La diminution du temps de travail à salaire égal est dans la logique de la croissance de la productivité. Au Japon, elle était de près de 2500

heures par an en 1960, elle est de 2100 heures par an aujourd'hui. La croissance permet de stabiliser le chômage structurel, d'obtenir des économies d'échelle, de dégager des surplus pour le financement des services publics et des emplois de proximité, de susciter des effets favorables sur les taux d'intérêt, de permettre le désendettement et d'initier un nouveau cycle vertueux. L'insuffisance de la demande a conduit à une substitution du travail au bénéfice du capital, c'est l'effet de cliquet technologique. Par ailleurs, les salaires élevés incitent à l'innovation, à l'inventivité, à la recherche. Vaincre le chômage au prix d'un accroissement massif de la pauvreté n'est pas une solution (Rosanvallon, 1995). Le concept d'avantages comparatifs est vidé de son contenu réel, avec le développement des formes multinationales qui se taillent des empires économiques transnationaux. La concurrence internationale aura des effets dévastateurs tant qu'elle n'adaptera pas des règles fixant un revenu minimum, modulé selon le niveau de développement des économies nationales. Nous sommes en quête de l'abondance disparue. La croissance ne suffit plus pour faire baisser le chômage. Les pays qui connaissent le plus bas taux de chômage sont ceux dont la cohérence sociale est la plus forte et où l'échelle des revenus est la plus étroite. La logique volontariste de l'économie se heurte aux pouvoirs financiers (Aglietta et al. 1990). Ainsi, la mondialisation détruit les rapports parfois harmonieux des populations locales (Norberg-Hodge, 2001).

La persistance de la pauvreté

S'il existe des îlots de richesse, il subsiste aussi des océans de pauvreté. Hegel affirmait que les nations riches n'étaient pas assez riches pour résorber la misère. 15 % des Américains vivent encore sous le seuil de pauvreté. Pour Luttwak (1995), les Etats-Unis ont une structure de pays en voie de développement. Le calcul objectif de la pauvreté fait l'objet de nombreuses hypothèses. La méthode qualitative retient plusieurs critères comme la santé », la consommation alimentaire, l'emploi et les conditions de travail, le logement, l'enseignement, l'affiliation à la sécurité sociale, l'habillement, les loisirs, la liberté individuelle. On se trouve alors proche des concepts d'Indice de Développement Humain (IDH) ou de l'Indice de développement des libertés (ODL). Il y a trois formes de pauvreté. D'abord, l'exclusion est le signe avant-coureur de la désagrégation sociale. Les pauvres sont ceux qui sont au bas de l'échelle de la formation, du savoir, du prestige, du pouvoir. Ils sont exclus du mode de vie dominant. Dans ce cas, la pauvreté est multidimensionnelle et elle ne peut pas se limiter, dans l'analyse, au seul manque d'argent. Ensuite, l'insuffisance des ressources financières définit souvent la ligne de pauvreté, dont le caractère subjectif est très prononcé. On pourrait concevoir que les

ménages qui ne paient pas d'impôts sur le revenu en France sont dans la catégorie des pauvres (soit plus de 45 % de la population). Enfin, la précarité est un attribut de non-permanence des postes de travail, du niveau de vie, du logement, de la santé ou de la formation.

A la fin des années 1970, la pauvreté était considérée comme éradiquée en Occident. Aujourd'hui, elle revient en force. Le taux de maladie infantile est devenu supérieur à New York comparé à celui de la Grèce. La drogue, la criminalité et la mendicité se développent. La fin de l'ex URSS en 1991 a été payée d'un prix social considérable, avec 100 millions de personnes ayant vécu sous le seuil de pauvreté. Les exclus perdent leur droit à participer à la vie sociale. Selon l'OMS, le nombre de pauvres s'accroît au rythme de la population du globe, soit 2% par an. Le sous-emploi agricole atteint 65% au Pérou, 30 % au Brésil. Or, la pauvreté est souvent fondée sur les inégalités insupportables. Dans ce contexte, le marché est plutôt un facteur de différenciation que d'élargissement de la répartition des fruits de la croissance. La modernisation conduit au développement de poches de pauvreté qui peuvent ensuite s'étendre à l'ensemble d'une région. C'est ainsi que le Ladakh, en Inde, territoire sans pauvreté avant l'apparition du tourisme, supporte aujourd'hui les maux du sous-développement dans le cadre d'un processus comparatif et concurrentiel de la globalisation économique (Norberg-Hodge, 2001).

Le sous-développement oublié

La mondialisation de l'économie ne s'est pas accompagnée d'un investissement mondial du politique. L'idée de Montesquieu selon lequel la guerre disparaîtrait avec le commerce n'a été confirmée ni par les faits ni par les théories économiques dédiées (Coulomb, Fontanel, 2001, 2003). En outre, l'économie mondiale ne peut fonctionner durablement sans un minimum de coordination internationale et de dispositifs de régulation. Cependant, le rôle de l'Organisation mondiale du Commerce, du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale en faveur de la lutte contre le sous-développement est aujourd'hui très contesté (Stiglitz, 2002). L'ajustement structurel a souvent été expérimenté dans les pays endettés d'Asie ou d'Amérique Latine. Il proposait la contraction du déficit budgétaire, la dévaluation et la rigueur monétaires, la modification du système public d'incitation à la production, la réduction de la protection industrielle en recommandant l'application des avantages comparatifs. L'application en tous lieux et selon les mêmes recettes est certainement commode, mais elle s'est avérée inefficace et même absurde. Aucun pays du Nord n'aurait pu accepter les politiques économiques qui ont été les conditions de l'aide internationale payante. On constate d'ailleurs que les pauvres n'ont pas une grande responsabilité dans l'endettement de leur

pays. Ce qui semble prouver une collusion entre les opérateurs du Nord avec leurs homologues riches du Sud.

Les pays en développement sont souvent victimes d'un cercle vicieux. La faible croissance conduit à la pauvreté et au chômage. Une forte croissance suscite des investissements économes de travail et un nouveau chômage. Deux solutions évidentes permettent de sortir de cette impasse, le partage ou l'augmentation du gâteau. Or, les mécanismes du capitalisme s'opposent au partage. Il ne reste que la course indéfinie vers la croissance de la production des choses et des services. C'est oublier que la croissance n'est pas toujours un facteur de réduction du sous-développement. Il faut résoudre plusieurs défis majeurs, le contrôle des pouvoirs économiques et financiers qui confortent leur suprématie planétaire et domine tous les grands systèmes de communication, la logique techno-commerciale qui s'auto légitime, la pauvreté croissante, les puissances mafieuses, les guerres ethniques, le conformisme ambiant intolérant et sécurisant et les risques environnementaux. Il faut combattre le préjugé selon lequel la régulation du marché est plus efficace qu'une politique volontariste. La perte des pouvoirs de l'Etat n'a pas été compensée par un investissement du politique au niveau mondial (Fontanel, 1995). L'Amérique latine s'est engagée dans la voie d'une libéralisation rapide et risquée, avec un retour vers le régime démocratique, une intégration régionale accrue et un assainissement des bases économiques. Cependant, ce redressement s'est fait en bradant les patrimoines nationaux, avec une forte privatisation qui a conduit souvent à des fiascos retardés ou à une réduction drastique des services publics. La crise douloureuse de l'Argentine, et celle, inévitable, du Brésil montrent les effets d'une globalisation privatisée globalisée. La démocratie se fait sur un lit d'exclusions sociales et le développement des 3D (dette, drogue, détournements). La globalisation est présentée comme inévitable, alors qu'elle réduit chaque jour le volontarisme de l'action publique. On peut se demander si l'Afrique est en faillite, avec des résultats humains désastreux, un PNB par habitant de 350 dollars par an, un endettement préoccupant et une instabilité politique chronique.? L'ampleur de l'économie informelle et des mécanismes de redistribution explique que l'Afrique apparaisse moins pauvre. La crise s'explique aussi par la fin de ses rentes de matières premières. La question est de savoir si le Sud n'est pas victime d'un ordre économique international injuste (Fontanel, Touatam, 2003).

Pour Robert Boyer (1997), le XXI^e siècle expérimentera un engagement socialement et politiquement pur des marchés, avec des réseaux, des associations, des communautés locales, avec un renouveau des interventions étatiques. La conjonction des trois phénomènes mondialisation/guerre économique/ révolution de l'information est

importante. A l'Etat providence semble s'être substitué le marché destin. Le chômage, la précarité, l'exclusion d'un côté, le fondamentalisme, le nationalisme de l'autre paraissent être les conséquences inéluctables d'une guerre économique mondiale vécue comme une calamité naturelle. La mondialisation résulte d'une triple mutation : géopolitique (effondrement de l'URSS), technique (village global permis par les télécommunications) et culturelle (de Hiroshima à la Lune). Avec le tourisme, il y a un sentiment croissant d'appartenance planétaire. L'internationale sera le genre humain.

Pour Baudrillard (1996), mondialisation et universalité ne vont pas de pair, elles seraient plutôt exclusives l'une de l'autre. La mondialisation est celle des techniques, du marché, du tourisme, de l'information. L'universalité est celle des valeurs, des droits de l'homme, des libertés, de la culture et de la démocratie. La mondialisation semble irréversible, l'universel serait donc en voie de disparition. La globalisation, stade ultime du monde libéral, aboutit à la violence quotidienne. Pourtant, l'histoire l'a déjà démontrée, elle n'est pas irréversible. La mondialisation de l'économie n'est sans doute pas l'aboutissement ultime de la modernité occidentale, mais la remise en cause de l'Etat providence entraîne l'affaiblissement du politique. Dans son adversaire, le capitalisme n'a plus d'âme et la démocratie n'est qu'une idéologie unificatrice et factice. Tout le monde doit suivre son propre intérêt. Il n'existe pas de modèle universel de démocratie, mais le politique doit réinvestir l'économique, avec le refus de la raison technocratique et d'un individualisme excessif qui rejette l'application de valeurs collectives. Il faudrait se diriger vers une citoyenneté sociale et un pluralisme de bien-être. C'est un véritable enjeu de civilisation.

Bibliographie

- Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition, Cahiers de l'Espace Europe, n°5, Avril.
- Aglietta, M., Brender, A.Z., Coudert, V. (1990), *Globalisation financière, l'aventure obligée*, Economica, Paris.
- Babbitt (1997), Amb. Babbitt speech on US anticorruption efforts. *Note on Economic Affairs*, US Embassy in France n°6, April, 4.
- Baudrillard, J. (1996), *Le mondial et l'universel*, Libération, 18 mars.
- Boyer, R. (1997), Les mots et les réalités, in *Mondialisation au-delà des mythes. Les dossiers de l'état du monde*, La Découverte, Paris.
- Brunel, S. (1995), *Le Sud dans la nouvelle économie mondiale*, PUF, Paris.
- Coulomb, F. Fontanel. "J. (2000)." *Puissance des Etats et globalisation*, Ares, Défense et sécurité.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2001), *Economie du désarmement*, Pax Economica, Grenoble.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament : a century of economic thought, *Defence and Peace Economics*, Taylor & Francis (Routledge), 2003, 14 (3)
- Dockès, P. (2002), *Ordre et désordres dans l'économie-monde*, PUF, Paris.
- Fontanel, J., 1979. *Ecologie, économie et plurigestion*. Éditions Entente.
- Fontanel, J., (1989), Les technologies militaires dans le développement économique contemporain. In *Pax Economica*. Avril.
- Fontanel, J. (1993) *Economistes de la paix*, PUG, Grenoble
- Fontanel, J., 1995. *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris
- Fontanel, J., Gaidar, E.T. (1998). *L'avenir de l'économie russe en question*. Presses universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J., Touatam Guendergué Antipas (2002), La myopie du FMI, *Géoéconomie africaine*, Septembre 2002.
- Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L. and Sen. A.(2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Grefte, X. (2003), Globalisation, civilisation et cultures, in *Civilisations, globalisation et guerre* (Fontanel, Arrow, Klein, Sen), PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Guillaume, M. (1974), *Le capital et son double*, PUF, Paris.
- Keynes, J.M. (1972), *Essays in persuasion*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Luttwak, E. (1995), *Le rêve américain en danger*, Odile Jacob, Paris.
- McCormick, R.D. (2000), Myths about globalization, *Vital Speech of the day*. November 15.

Michalet , C.A. (2002), *Qu'est-ce que la mondialisation ?* La Découverte, Paris.

Monet de Lamarck, J-B. (12820), *Système analytique des connaissances positives de l'homme*, Paris.

Norberg-Hodge, H. (2001), Le rouleau compresseur de la modernisation, in *Le Procès de la mondialisation*, Fayard, Paris.

Notes on Economic Affairs (1997), *Infrastructure protection report*, n°16, october 24.

Passet, R.(2000), *L'illusion néo-libérale*, Fayard, Paris.

Perroux, F. (1952), Les coûts de l'homme, *Economie Appliquée*, janvier-mars.

PNUD (2000), *Rapport mondial sur le développement humain*, De Boeck & Larcier, Bruxelles.

Rosanvallon, P. (1995), *La Nouvelle Question sociale*, Le Seuil, Paris.

Sen, A. (2000) L'économie est une science morale, La Découverte, Paris.

Sen, A. (2003), Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ? in *Civilisations, globalisation et guerre* (Fontanel, Arrow, Klein, Sen), PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Smith, R., Humm, A. and Fontanel, J., 1987. Capital labour substitution in defence provision. *Defence Security and Development*, pp.69-80.

Stiglitz (2002) *La grande désillusion*, Fayard Paris.

Thurow (1996) *The future of capitalism. How today's economic forces shape tomorrow's world*. William Morrow and Company, New York.